N° 322 — 20e Année

CINQ CENTIMES LE NUMERO

Mardi 17 Novembre 1908

RÉDACTION :
ROUBAIX, rue de la Concorde, 7, près la place du Trichon. — (Téléphone 061)
TOURCOING, rue Verte, 53. (Téléphone 1570)

Siège administratif :
Rue de Béthune, 27, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr.
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 5 francs — Un an : 20 francs

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . . 0 fr. 75
LOCALES . . . . . 1 fr.

Les annonces seront reçues aux bureaux du Journal ; à Paris, dans nos bureaux 30, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE
A ROUBAIX : N° 061 | A TOURCOING : N° 1570
A LILLE : N° 97

RÉPUBLICAINS, attention !

En réduisant à deux années la durée de présence sous les drapeaux, que doit le jeune citoyen français, la loi du 21 mars 1905 a rendu les carrières plus facilement accessibles, l'interruption de vingt-quatre mois n'est plus à comparer avec celle de sept, cinq et même trois ans.

Les grandes manœuvres de 1908 ont montré le jeune soldat de deux ans très suffisamment formé. Il est inutile de le garder un an de plus dans le rang.

Par contre, le point faible est la difficulté de former assez vite des gradés, caporaux et sergents, pour qu'on puisse les utiliser un temps assez long avant leur rentrée dans la vie civile.

Aussi, l'idée de faire une préparation antérégimentaire est-elle venue rapidement. Les sociétés de préparation sont nombreuses, car elles répondent à une nécessité.

Le Gouvernement a judicieusement créé un *brevet* dit *d'aptitude militaire* (B. A. M.) conférant au jeune soldat des avantages notables, galons de gradés obtenus plus vite, épaulette d'officier de réserve possible au bout de dix-huit mois. Une loi déposée en juin dernier, comme conséquence de l'article 94 de la loi du 21 mars 1905, prévoit encore d'autres bénéfices.

Les grands groupements de sociétés de préparation républicaines, sociétés de gymnastique, de tir, de préparation militaire, de préparation au service à cheval sont dirigés avec une grande compétence et un dévouement au-dessus de tout éloge, par les présidents Cazalet, Mérillon, Adolphe Chéron, Guérin-Catelain.

D'autres groupements sportifs plus spéciaux : cyclisme, canotage, natation, escrime, aérostation, football, etc., poursuivent également avec méthode l'éducation physique, c'est-à-dire le développement du jeune adolescent et l'amélioration de la race, au grand profit des générations futures et aussi de la santé publique.

Ces nombreuses sociétés rivalisent d'entrain et d'énergie et forment un grand nombre de jeunes gens à l'obtention du B. A. M., à leurs heures de loisir, c'est-à-dire sans entraver leurs études ou leurs débuts de carrière, ce qui est capital.

Elles se préoccupent aussi de leur éducation civique et, tout en respectant la liberté de conscience, les entretiennent dans l'amour de la patrie et le dévouement à la République.

***

Tout prochainement, une instruction ministérielle, élaborée par le Ministre de la Guerre, définira le programme à suivre, programme très simple et très rudimentaire, car il ne s'agit pas de faire des soldats accomplis avant leur entrée au régiment. Ce qui importe au colonel c'est de recevoir des hommes robustes, résistants, bons marcheurs, bons tireurs, sachant courir et se riant des obstacles ; les manœuvres s'apprendront au corps.

Si *toutes* les sociétés de préparation militaire s'occupaient *uniquement* de la mission définie plus haut, nous n'aurions qu'à être tranquilles, l'armée nationale de demain aurait une force extrême, une cohésion parfaite.

Mais il se *glisse* un dissolvent qui divisera la nation en deux et compromettra la République si l'on n'y prend garde : c'est l'action cléricale.

En effet, comme c'est incontestablement son droit, le clergé s'est mis, sur un mot d'ordre, à la tête de *patronages confessionnels* et prépare, dans bien des paroisses, les jeunes gens au B. A. M., sous la bannière de l'Eglise.

Les Commissions qui examinent le candidat au brevet n'ont pas à savoir où et par qui il a été préparé. Est-il apte ou non, voilà la seule question, de même que pour le baccalauréat, les admissions aux écoles, etc.

Mais le but *avoué au grand jour* des patronages confessionnels est de former le gradé chrétien (c'est-à-dire antirépublicain) dont la mission est d'exercer son influence sur les masses et remettre la France sous la domination de l'Eglise.

***

Qu'on ne dise pas que j'exagère, car voici un extrait du Bulletin paroissial de la cathédrale de Soissons (3e année, octobre 1908, page 15), dont le titre est : *Pourquoi les sociétés de gymnastique catholiques ?*

Il convient de le citer en entier :

D'abord, elles sont florissantes dans le camp adverse. Cette puissance qui s'appelle la Ligue de l'enseignement, au service de cette autre puissance qu'est la franc-maçonnerie, prend à cœur de les multiplier.

Elles sont, de ce côté, une formation excellente, commode pour grouper la jeunesse autour d'un fanion qui est, en réalité, celui de *l'athéisme officiel*, en faisant miroiter à ses yeux l'attrait d'un plaisir honnête, bien plus, mille précieux avantages.

Qu'on le veuille ou non, les sociétés de gymnastique s'organiseront et des complicités dont nul ne saurait faire grief aux jeunes gens sideront à leur développement : ils ont besoin de ce mouvement et de cet exercice qui leur est salutaire ; ils n'ont pas, eux, le tennis ni l'automobile pour satisfaire leurs goûts. — Si donc les sociétés s'organisent sans nous, elles s'organiseront contre nous.

N'est-ce point ce qui fut compris de nos voisins les Belges, chez qui les « Jeunes Gardes catholiques » embrigadent et revêtent de la vareuse et du pantalon de coutil des *moutards de cinq ans* ! Bien plus, quels encouragements n'ont pas été donnés à Rome, par le pape, en pleine cour Saint-Damase, à nos gymnastes français catholiques ? Il n'y a donc pas à le nier, l'institution vaut par elle-même et, bien plus, elle s'impose, si nous ne voulons pas d'un coup abandonner à l'ennemi un contingent considérable de notre jeunesse populaire.

Ajoutez l'influence possible à la caserne. Il ne faut pas grand effort pour que la société de gymnastique aboutisse à la société de préparation militaire.

Et ce n'est pas seulement en perspective des avantages personnels considérables, le galon de laine, puis le galon d'or plus tôt conquis, c'est d'un point de vue à la fois plus général et plus haut, *une véritable prise de possession dans l'armée des grades subalternes de caporal ou de sergent.*

Le gradé chrétien à la caserne, c'est le contremaître chrétien dans l'usine : celui-là assainit la chambrée, comme celui-ci l'atelier.

Pourquoi donc, si ce n'est pour cette raison, la franc-maçonnerie prend-elle ombrage de l'initiative catholique ? Pourquoi ce vœu d'une loge d'Angers, de réserver aux sociétés officielles la faculté de préparer au certificat d'aptitude militaire ?

L'ennemi grogne, donc nous avons raison.

***

L'ennemi grogne... aimable formule qui ne nous surprend pas.

Enregistrons l'aveu, aveu naïf dans son cynisme.

Nous qui ne sommes les ennemis de personne, qui respectons la liberté de conscience, nous avons le devoir de nous défendre contre ces manœuvres antirépublicaines.

Les « Jeunes gardes catholiques » donnent, en Belgique, l'empreinte cléricale au *moutard de cinq ans* et, en France, les élèves des *patronages confessionnels*, qui sont *légion*, reçoivent cette empreinte de dix-sept à vingt ans, au moment où la faculté de raisonner se développe, où la mentalité se forme dans un sens ou dans l'autre.

Ils sont dressés (je ne le leur fais pas dire) à devenir *le gradé chrétien*, exerçant son influence sur le soldat, *assainissant la chambrée !* et devenant officier...

Inutile d'insister, le péril clérical est flagrant, l'aveu est formel, le but final est nettement défini, c'est la main mise sur la jeunesse française, qui doit être arrachée à la République et enrôlée sous l'étendard romain !

Que deviendra la République dans quelques années si l'on n'y prend garde ?

Les patronages confessionnels fonctionnent dans toute la France, ils ont des ressources financières énormes, des chefs dévoués, remuants, poursuivant avec passion la chute de la République.

D'autre part, ils chercheront, par tous les moyens possibles, à se faire passer pour républicains, pour bénéficier de l'aide du Gouvernement sous forme de subventions en argent, prêt de matériel, instructeurs, etc.

Mais le Gouvernement de la République est averti, il veille avec grand soin, il connaît bien les sociétés franchement républicaines auxquelles, seules, il entend réserver son appui sous toutes les formes.

Il ferait métier de dupe s'il favorisait les patronages s'abritant sous le manteau du républicanisme. Il est trop bien renseigné pour donner dans le piège.

La préparation militaire est assimilable à l'instruction scolaire.

Or concevrait-on le ministère de l'Instruction publique donnant des bourses aux élèves des écoles congréganistes !

La lutte est engagée à fond sur un terrain connu :

1° Les sociétés républicaines ne peuvent soutenir la concurrence que si elles sont vigoureusement aidées au point de vue budgétaire ;

2° Les pères de famille ne doivent pas hésiter à faire préparer leurs fils au B. A. M. par ces sociétés, quelque tentantes que soient les ouvertures du patronage confessionnel... à plusieurs points de vue !

C'est à cette seule condition que l'on peut sauver la République.

Il en est temps encore ; demain, il serait trop tard.

GENERAL PEIGNE,
Vice-président de la commission interministérielle chargée (29 février 1908) de l'étude de diverses questions intéressant la préparation au service militaire.

VICTIME DE ROME

Les bassesses de Sarto

Rome est au service des puissants contre les faibles. Rome garde les vieilles traditions de l'Eglise catholique et il ne faut pas s'étonner que ses foudres écrasent ceux que la justice du kaiser vient de frapper.

Certes, on ne nous accusera pas d'indulgence envers les curés, fussent-ils lorrains, mais il nous est impossible de ne point nous indigner qu'un prêtre soit interdit par le pape pour avoir fait en chaire un appel à ses fidèles en faveur de tous les opprimés de l'empire allemand.

Le curé d'Ars-sur-Moselle (Lorraine) avait osé dire la veille de la fête de l'empereur des paroles qui blessèrent les autorités prussiennes, parce qu'elles invitaient à la prière pour les malheureux. Il fut, pour ce fait, condamné à quinze jours de forteresse. Lorsqu'il revint dans sa paroisse, il fut mandé près de l'archevêque de Metz, qui lui donna connaissance des ordres pontificaux : l'abbé Mansuy, curé d'Ars, devait — dans l'intérêt de l'Eglise, et pour éviter de graves ennuis — donner sa démission sous peine de se voir retirer ses pouvoirs.

L'abbé résista, fort de son droit et de sa conscience ; aujourd'hui, il n'est plus qu'un prêtre interdit ; un administrateur exerce le ministère du culte à Ars.

Et tout ceci, comme l'a fait remarquer M. Mansuy à un de nos confrères du *Matin*, n'est qu'une mesure de basse flatterie pour l'empereur.

M. Zorn de Bulach, ami du kaiser et dont le frère est coadjuteur de l'archevêque de Strasbourg, fit entendre à Merry del Val qu'il serait agréable au monarque en frappant le curé d'Ars, et aussitôt les rigueurs pontificales s'abattirent sur le malheureux.

Pour concilier la faveur de Guillaume, Sarto abandonne les catholiques et sacrifie l'abbé Mansuy, coupable d'être trop bon chrétien.

Ainsi nous voyons agir ce pontife, dont la doctrine console, dit-on, les pauvres, les faibles et les affligés : Il n'y a rien au Vatican ni loyauté, ni dignité, il n'y a rien en vérité que de méprisables potentats cupides et vils, prêts à toutes les bassesses pour acquérir de l'argent, prêts à toutes les félonies pour plaire à un empereur hérétique.

Quand même, nos patriotes calotins glorifieront Sarto, grand pape et ami de la France !

PAGES LITTÉRAIRES

Lire en 2e page :

LES ILLUSIONS DE COLETTE
Par FRÉDÉRIC BERTHOLD

ÉCHOS

Un souvenir de la Guerre.

Des ouvriers qui travaillaient à la carrière Gauwain, à Romainville, ont découvert dans une anfractuosité de rocher, quatre barils qui renfermaient de la poudre de guerre.

Les ouvriers ont immédiatement informé le mandant du fort de Romainville, qui a fait enlever cette dangereuse trouvaille par le service de l'artillerie.

Cette poudre était en parfait état de conservation. Elle a dû être cachée là au moment de la guerre de 1870-71. Il est assez curieux de voir exhumer de sa retraite, trente-huit ans après, juste au lendemain de l'incident franco-allemand, cet engin de guerre, qu'on oublia, et qui resta tranquillement dans le trou où on l'avait mis !

L'esprit des oies.

On n'en peut douter, après le fait suivant, dont un confrère fut le témoin, et qui retourna cerlainement nos coqueluches.

La scène se passe dans un pré tout proche de Grenoble, et qui, détail savoureux, servait de champ clos, au Moyen-Age, pour les tournois des preux chevaliers.

Deux coqs s'y battaient à coups de bec et d'éperon. La lutte était ardente et les plumes s'envolaient dans l'air. Tout à côté, deux oies assistaient à ce combat, qu'elles paraissaient désapprouver, car elles se montraient d'une agitation extrême, allant et venant, affairées, le cou tendu. Mais les coqs ne faisaient pas attention à elles, ni à leurs protestations.

Ce que voyant, nos braves oies prirent un parti héroïque. Elles saisirent du bec, chacune un coq par le cou, firent demi-tour, l'une à droite, l'autre à gauche, et allèrent déposer à quelques mètres les deux combattants, absolument ahuris et démontés, et qui n'osèrent plus recommencer.

Décidément, ces braves volatiles n'ont rien perdu des qualités qui leur gagnèrent la considération des Romains dont elles sauvèrent le Capitole. Aujourd'hui, elles séparent les coqs en colère !

Le ballon-sanatorium.

Grâce au développement de l'aviation, on va peut-être reprendre une idée qui avait été jadis lancée par un nommé Beck.

Cet esprit ingénieux rêvait d'une nouvelle application des ballons. Il disait que les cures d'air en montagne ne valent pas une bonne cure en ballon, et il prétendait que de nombreux tuberculeux avaient été guéris par un séjour prolongé dans les couches supérieures de l'atmosphère.

Verrons-nous bientôt le « ballon-sanatorium » ?

Pensées.

Les âmes froides n'ont que de la mémoire ; les âmes tendres ont des souvenirs.
DE KAUBNER.

Il faut croire au bien pour le pouvoir faire.
DE BONALD.

La haine la plus violente est silencieuse ; comme les doyens les plus dangereux.
JEAN-PAUL.

A LA COUR DE CHINE

Mort de l'impératrice

Pékin, 16 novembre.

L'impératrice régente est morte dimanche à deux heures de l'après-midi.

Le prince Tchouen a pris la régence.

On ne s'attend à aucun désordre.

Un édit publié ce matin proclame Pou Yi empereur. Les légations étrangères en ont reçu notification.

Les troupes gardent les légations ; on ne signale aucun désordre.

Les gardes des légations ont d'ailleurs pris leurs mesures pour protéger leurs nationaux. La garde de la légation anglaise a été renforcée de 50 hommes venus de Tien-Tsin.

La ville a déjà subi une transformation complète ; le bleu remplace maintenant le rouge qui a disparu de partout. Les Chinois, si flegmatiques, semblent impressionnés par la disparition de la puissante impératrice.

Des édits ont été publiés ; l'un d'eux décrète un deuil de trois années.

Conformément à l'usage, personne ne se trouvait aux côtés de l'empereur et de l'impératrice au moment de leur mort. On croit que pendant les dernières semaines de sa vie, l'empereur n'a reçu aucun soin médical.

Le gouvernement annonce que vendredi dernier, l'impératrice, dans un instant de lucidité, a reçu le prince Tching et a approuvé un édit proclamant le prince Pou Yi héritier présomptif, et le prince Tchouen régent.

LA SITUATION

Changhaï, 16 novembre.

Les événements se précipitent : après l'empereur, l'impératrice succombe.

Pour étrange qu'une telle affirmation paraisse, il est certain que cette double disparition aura des conséquences moindres que celles qu'aurait pu entraîner la fin de la vieille impératrice seule.

Il était en effet à craindre que la mort de l'impératrice Tseu Hsi ne déchaînât les rivalités et les divedses coteries qui se disputent l'influence à la cour et que l'autorité de la vieille souveraine arrivait à contenir.

L'empereur Kouang Su, avec son manque de caractère, sa faiblesse physique, le peu de prestige dont il jouissait depuis sa nouvelle mise en tutelle et les ennemis irréconciliables, tel Yuan Chi Kaï, que les incidents de 1895 lui avaient faits, eût été absolument incapable de réaliser autour de lui l'union de toutes les forces indispensable pour parer à une si grave situation.

C'eût été très probablement le signal d'effroyables désordres, d'interventions étrangères et peut-être du démembrement de la Chine.

L'avènement d'un nouvel empereur est donc un heureux événement.

Le nouvel empereur sera Pou Yi, fils du prince Tchouen, frère cadet de Kouang Su. Pou Yi n'ayant que trois ans, la régence a été donnée à son père.

Il faut voir là un effet de l'alliance de Youan Chi Kaï, président du wai-wou-pou, avec le prince Tsing, chef de la famille impériale et de la coterie mandchoue, alliance vieille de deux années, grâce à laquelle Tsing a pu triompher de toutes les accusations portées contre lui, notamment au sujet de la vente du gouvernement d'Hélong-Kiang, et l'ancien vice-roi du Petchili, tombé en disgrâce, revenir en faveur.

On s'expliquera pourquoi l'un et l'autre ont intérêt à ce que Tchouen ait la régence, quand on saura que c'est ce dernier qui fut chargé, conjointement avec Youan Chi Kaï, de mener à Tien-Tsin l'enquête qui innocenta le prince Tsing dans cette affaire d'Hélong-Kiang.

Si la politique était déterminée en Chine par les mêmes mobiles que dans nos pays, il faudrait considérer l'arrivée au pouvoir suprême du prince Tchouen comme une grande victoire du parti conservateur Tchouen a, en effet, toujours été hostile aux réformes.

Dès 1905, lorsqu'on organisa la première « cour des nouvelles administrations », il manifesta son opposition en demandant à ne pas assister aux séances. Mais à la cour de Pékin plus que partout ailleurs, les questions de personnes dominent les questions de principes, et le fait que Youan Chi Kaï et sa nombreuse clientèle novatrice donnent leur appui au nouveau souverain, est, en même temps qu'une condition d'ordre, une garantie assez sérieuse que les programmes de régénération et d'organisation ne seront pas tout à fait abandonnés.

Moins que jamais pourtant, il faut s'étendre à voir l'Empire du Milieu devenir un nouveau Japon.

APRÈS LE CONFLIT FRANCO-ALLEMAND

Le prince de Bülow et Guillaume II

Berlin, 16 novembre.

L'empereur quitte aujourd'hui Donaueschingen, après le service funèbre pour le général de Hülsen-Haeseler, et rejoindra l'impératrice à Hamm. Il sera de retour à Berlin mardi vers dix heures du matin.

L'entrevue avec le prince de Bülow aura lieu dans la matinée.

Le prince de Bülow est toujours décidé à renouveler sa démission si l'empereur ne lui donne pas satisfaction.

Des personnalités qui passent pour bien connaître Guillaume II disent que la mort subite du général de Hulsen-Haeseler a ému l'empereur au plus haut point. Il a embrassé le corps du chef de son cabinet militaire.

On pense que cette mort exercera une influence favorable sur la solution que désirent les amis du chancelier.

Les pronostics sont favorables au prince de Bülow ; mais il serait excessif de compter sur des concessions catégoriques de la part de l'empereur.

Le chancelier lui-même, dans les circonstances actuelles, ne songe pas à demander à Guillaume II des concessions qui pourraient paraître, en une mesure quelconque, diminuer les prérogatives de la couronne.

Il aurait, en effet, contre lui, les conservateurs qui commencent à s'émouvoir des attaques qui risqueraient de rabaisser le principe monarchique, et mécontenteraient aussi la Prusse où l'on estime que les vives critiques faites par les principaux Etats allemands au comité des affaires étrangères du Conseil fédéral n'ont pas eu assez de ménagements à l'égard du rang de la Prusse.

A Berlin, il semble, autant qu'il soit possible de prévoir l'issue d'une conversation entre deux hommes tels que l'empereur et le prince de Bülow, qu'il y a des chances pour qu'on puisse s'attendre demain à une publication d'une note mettant fin à la crise de la chancellerie.

Reste à savoir si elle mettra fin à la crise entre le souverain et le peuple allemand.

Les obsèques du comte de Hülsen-Haeseler

Berlin, 16 novembre.

Aujourd'hui à midi, a eu lieu, à Donaueschingen, le service funèbre en l'honneur du général de Hulsen-Haeseler.

L'empereur, le prince et la princesse de Furstenberg, le comte Wedel, le commandant du 14e corps d'armée assistaient à la cérémonie.

LE PROBLÈME de la télégraphie sans fil

Deux officiers français l'ont résolu

Paris, 16 novembre.

La France vient de remporter une belle victoire dans le domaine de la science. Le problème de la téléphonie sans fil est, en effet, résolu grâce aux savantes recherches de deux officiers de la marine française.

Les premiers essais ont eu lieu entre la tour Eiffel et la station radio-télégraphique située à quatre kilomètres de Melun ; la distance entre les deux postes est de quarante-huit kilomètres.

L'amiral Gaschard, président de la Commission centrale de la télégraphie sans fil au ministère de la marine, et trois ingénieurs des postes et télégraphes, MM. Devaux-Charbonnel, Petit et Girousse, se rendirent à Melun en compagnie du lieutenant de vaisseau Jeance. M. Colin s'achemina vers la tour, dans une petite cabane de planches qui, depuis plusieurs mois, lui sert d'atelier et de laboratoire. Les conditions de l'expérience étaient défectueuses. L'antenne d'émission utilisée à la tour Eiffel n'est pas la grande

---

Feuilleton du 17 Novembre 1908 N° 24

CONSCIENCE !

Par Hector MALOT

PREMIERE PARTIE

— Il ne me paraît guère probable que la police trouve ce petit tailleur de l'avenue de Clichy, bien qu'il eût mieux valu que ce pantalon vînt de la « Belle Jardinière » ou d'un autre grand magasin : mais le découvrît-on et le tailleur reconnût-il que le bouton provient de sa provision que cela ne désignerait pas son frère. Enfin, arrivât-on jusqu'à lui, il faudrait encore prouver qu'il y a eu lutte comme on le suppose, que le bouton a été arraché dans cette lutte, et que son frère se trouvait rue Sainte-Anne entre cinq et six heures, alors que sans doute il lui sera facile, à lui, de prouver où il était à ce moment.

— Mais chez nous, avec maman !

— Tu vois donc que vous pouvez être tranquilles.

XVIII

Rassurée, Philis avait hâte de revenir rue des Moines pour faire partager à sa mère et à son frère la confiance qui Saniel lui avait mise au cœur : ce fut à pas pressés qu'elle remonta de la rue Louis-le-Grand aux Batignolles et d'une main fiévreuse qu'elle tira le cordon de leur sonnette.

Car le temps n'était plus où, dans cette maison tranquille dont tous les locataires se connaissaient, on laissait la clef sur la porte et où il n'y avait qu'à frapper avant d'entrer. Depuis que les journaux parlaient du bouton trouvé chez Caffié, la liberté et la sécurité régnaient dans cet intérieur où, jusqu'à ce moment, on n'avait rien à craindre pas plus qu'à cacher, avaient disparu ; plus de clef sur la porte d'entrée, plus d'entretien à haute voix, plus de rires ; maintenant, la porte restait toujours fermée ; on ne riait plus ; et quand on parlait, quand on lisait les journaux qu'on achetait matin et soir, c'était à mi-voix, comme si, derrière les murs, des oreilles avaient été aux aguets ; que la sonnette Dédit et l'on se regardait avec émoi, en se demandant d'un coup d'œil craintif si ce n'était pas l'annonce d'un danger.

Quand son frère vint lui ouvrir la porte, elle trouva la table servie : on l'attendait.

— J'avais peur qu'il ne te fût arrivé quelque chose, dit madame Cormier.

— J'ai été retenue.

Vivement elle s'était débarrassée de son chapeau et de sa redingote.

— Tu n'as rien appris ? demanda madame Cormier en apportant la soupe sur la table.

— Non.

— On ne t'a parlé de rien ? continua Florentin à voix basse.

— On ne m'a parlé que de ça ; ou je n'ai entendu parler que de ça quand on ne s'adressait pas à moi directement.

— Que dit-on ?

— Personne n'admet que les recherches de la police aboutissent pour le bouton.

— Tu vois, Florentin, interrompit madame Cormier en souriant à son fils.

Mais celui-ci secoua la tête.

— Cependant l'opinion de tous a une valeur, s'écria Philis.

— Parle donc plus bas, dit Florentin.

— On soutient qu'il est impossible que la police trouve, parmi les deux ou trois mille tailleurs de Paris, tous ceux qui emploient des boutons marqués A. P. ; et l'on dit que, les trouvât-on, ils ne pourraient pas désigner ceux de leurs clients à qui ils ont fourni des boutons de ce genre ; de sorte que c'est chercher réellement une aiguille dans une botte de foin.

— Quand on veut bien y mettre le temps, on trouve une aiguille dans une botte de foin, dit Florentin.

— Tu me demandes ce que j'ai entendu, je te le répète. Mais je ne m'en suis pas tenu à cela. Comme je passais aux environs de la rue Louis-le-Grand, je suis monté chez M. Saniel : c'était l'heure de sa consultation et j'espérais le trouver.

— Tu lui as avoué la situation ? s'écria Florentin.

Dans toute autre circonstance, elle eût répondu franchement, en expliquant qu'on pouvait avoir confiance en Saniel ; mais ce n'était pas quand elle voyait l'agitation de son frère qu'elle allait l'exaspérer par cet aveu, alors surtout qu'elle ne pouvait pas donner en même temps les raisons de sa foi en Saniel ; il fallait donc qu'elle le rassurât avant tout.

— Non, dit-elle ; mais je pouvais parler de Caffié avec M. Saniel sans qu'il s'en étonnât ; puisque c'est lui qui a fait les premières constatations, n'était-il pas tout naturel que ma curiosité voulût en apprendre un peu plus que ce que racontent les journaux ?

— C'est égal, la démarche peut paraître étrange.

— Je ne crois pas ; mais, en tout cas, l'intérêt que nous avions à nous renseigner n'a fait passer sur cette considération, et, je crois que quand je t'aurai dit l'opinion de M. Saniel, tu ne regretteras plus ma visite.

— Et cette opinion ? demanda madame Cormier.

— Son opinion est qu'il n'y a pas eu de lutte, entre Caffié et l'assassin, attendu que la position de Caffié dans le fauteuil où il a été frappé prouve qu'il a été surpris ; donc, s'il n'y a pas eu lutte, il n'y a pas eu de bouton arraché, et tout l'échafaudage de la police s'écroule.

Madame Cormier poussa un profond soupir de délivrance :

— Tu vois ! dit-elle à son fils.

— Et l'opinion de M. Saniel n'est pas celle du premier venu, ce n'est même pas celle d'un médecin quelconque : c'est celle du médecin qui a constaté la mort et qui, plus que personne, a qualité, a autorité pour dire comment elle a été donnée, — par surprise, sans lutte, sans bouton arraché.

— Ce n'est pas M. Saniel qui dirige les recherches de la police, ni qui les inspire, répondit Florentin ; son opinion ne donne pas un coupable, tandis que le bouton peut en donner un, au moins pour ceux qui croient à la lutte, et entre les deux la police ne peut pas hésiter : déjà on la raille dans les journaux de n'avoir pas encore découvert l'assassin qui va rejoindre tous ceux qu'elle a laissés échapper, il faut qu'elle suive la piste sur laquelle elle s'est engagée, et cette piste...

Il baissa la voix :

— C'est ici qu'elle peut l'amener.

— Pour cela, il faudrait qu'elle passât par l'avenue de Clichy, et c'est ce qui paraît invraisemblable.

— C'est le possible qui me tourmente, et n'est pas le vraisemblable, et tu ne peux pas ne pas reconnaître que ce que je crains est possible : j'ai été chez Caffié le jour du crime, j'y ai perdu un bouton arraché avec violence, ce bouton ramassé par la police prouve selon elle la culpabilité de celui à qui il a appartenu ; qu'elle trouve que je suis celui-là...

— Elle ne le trouvera pas.

— Admettons qu'elle le trouve, comment me défendrais-je ?

— En prouvant que tu n'étais pas rue Sainte-Anne entre cinq et six heures, puisque tu étais ici.

— Et quels témoins attesteront cet alibi ? Je n'en ai qu'un : maman. Que vaut le témoignage d'une mère en faveur de son fils dans de pareilles circonstances ?

— Tu aurais celui du docteur affirmant qu'il n'y a pas eu lutte, ni, par conséquent, de bouton arraché.

— Affirmant, mais n'apportant aucune preuve à l'appui de son sentiment ; opinion de médecin que l'opinion d'un autre médecin peut combattre et détruire ! Et puis, pour démontrer qu'il n'y a pas eu lutte, M. Saniel met en avant la surprise. Qui a pu surprendre Caffié ? Ce n'est pas le premier venu, n'est-ce pas ? De même, ce n'est pas non plus le premier venu qui a pu s'introduire dans la maison, entrer et sortir en échappant à la surveillance de la concierge. Celui-là, bien sûr, était au courant des habitudes de la maison. De plus, il savait que, pour se faire ouvrir la porte par Caffié quand le clerc était sorti, il fallait sonner d'abord et ensuite frapper trois coups d'une certaine manière. Qui mieux que moi savait tout cela ?

C'était pied à pied que Philis défendait le terrain contre son frère ; mais peu à peu la confiance qui, tout d'abord, la soutenait s'affaiblissait. Chez Saniel, près de lui, elle était vaillante ; entre son frère et sa mère, dans cette salle qui déjà avait vu leurs inquiétudes, n'osant pas élever la voix, elle se troublait et se laissait gagner par l'anxiété des siens :

— Vraiment, dit-elle, il semble que nous soyons des coupables et non des innocents !

— Et tandis que nous sommes là à nous tourmenter, le coupable, probablement, dans une tranquillité parfaite, rit des recherches de la police ; il n'avait pas pensé à ce bouton, le hasard le met dans son jeu ; la chance est pour lui, elle est contre nous, une fois de plus.

C'était la plainte qui revenait le plus souvent sur les lèvres de Florentin. Bien qu'il n'eût jamais été joueur, et pour cause, tout pour lui se décidait par la chance. Il y a des gens qui sont nés sous une bonne étoile, d'autres sous une malheureuse ; il y en a qui, dans la bataille de la vie, reçoivent les coups sans se décourager, parce qu'ils attendent tout du lendemain, comme il y en a qui faiblissent, parce qu'ils n'attendent rien de bon et qu'ils savent, par expérience, que demain sera pour eux ce qu'est le jour présent, ce qu'a été la veille. Il était de ceux-là. Qu'avait-il eu de bon depuis que la bataille était engagée ? Pourquoi leur père était-il mort juste au moment où, après de rudes épreuves, il arrivait à force de persévérance et de travail, à mettre le pied à l'échelle ? Encore quelques années et c'était d'une fortune, c'était d'un nom glorieux qu'héritaient ses enfants, tandis qu'il ne leur avait laissé que ce qu'il avait toujours eu : la misère. Pourquoi lui-même n'avait-il pas pu achever ses études, au lieu de devenir un pauvre clerc d'hommes d'affaires qu'on accablait de besognes fastidieuses du matin au soir, et de fatigues au point qu'il ne lui restait pas une heure de liberté pour travailler utilement ? Ne devait-il pas, comme ses camarades, passer des examens qui lui auraient donné une situation analogue à celles qu'occupaient ces camarades, ni plus intelligents ni plus courageux que lui ? Pourquoi, au lieu de trouver un brave homme de patron, ce qui n'avait rien d'impossible, était-il tombé sur Caffié qui l'avait martyrisé et abêti ? Pourquoi sa mère, née à la campagne, solide, d'une bonne et belle santé, avait-elle tout à coup été frappée de paralysie ? Enfin pourquoi Philis, belle fille comme elle était, gaie malgré tout, intelligente, doutée de toutes les qualités qui font la vie heureuse dans un ménage, ne trouvait-elle pas un mari assez dégagé des préjugés et d'étroite calcule pour l'épouser ? Pourquoi fallait-il que, du matin au soir, sans repos, sans lassitude, elle travaillât penchée sur sa table, ou courût les rues de Paris comme une pauvre ouvrière qui va chercher ou reporter de l'ouvrage ?

(A suivre.)